

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14071 - 4,50 F

7, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 09
MARDI 24 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'Europe chrétienne de Jean-Paul II

OUTRE l'éclatante démonstration de soutien à M. Vaclav Havel et aux nouvelles équipes dirigeantes de l'Est - le premier ministre polonais était aussi présent en Moravie, à la visite-éclair de Jean-Paul II en Tchécoslovaquie marque un tournant dans l'histoire d'un pontificat plus que jamais dominé par le catholicisme. Hier prudents, en raison de l'opposition exercée sur les croyants dans les pays communistes, sa dénonciation du marxisme ressemble aujourd'hui à un coup de grâce. L'annonce, depuis Prague, d'un prochain voyage du pape à Cuba, est un pied de nez supplémentaire.

Jouissant désormais d'une liberté de parole et de déplacement qui tient du « miracle », selon le mot de M. Havel, Jean-Paul II a donné le coup d'envoi d'une sorte de reconquête chrétienne d'un Vieux Continent, dont il souhaite l'urgence réunificatrice. Symboliquement, il l'a fait depuis Velehrad, en Moravie, où sont vénérés les saints Cyrille et Méthode, considérés comme les pères du christianisme et de la culture dans les pays slaves. L'annonce d'un synode spécial de tous les évêques européens de l'Est et de l'Ouest est une première étape dans la mobilisation engagée.

JUSQU'AUX événements de la fin de 1989, l'Europe de Jean-Paul II reposait sur une vision quelque peu manichéenne de la liberté, pervertie d'un côté en une sorte de matérialisme déshumanisé et corrompu, bâfoyée à l'Est par la « tragique utopie » du marxisme. Dans ce contexte, la Pologne, sorte miraculée de l'histoire grâce aux ressources de sa culture et de sa foi, était érigée au rang de modèle. De Vienne (1983) à Saint-Jacques-de-Compostelle (1982 et 1989), de Spire (1987) à Strasbourg (1989), le pape n'avait cessé d'appeler l'Europe à retrouver « ses racines chrétiennes et son âme », pour refaire son unité. Il le fait avec plus de force aujourd'hui.

Enhardi par ces changements dans lesquels il voit la confirmation de ses intuitions, le pape en Tchécoslovaquie, a poussé plus loin qu'il n'avait jamais fait son projet d'Europe réunifiée autour de son héritage de valeurs chrétiennes. Mais, une fois de plus, il a semblé le faire au prix d'une idéalisation du passé chrétien de l'Europe - irrecevable pour beaucoup de minorités - et d'un divorce avec la société moderne.

CE faisant, il n'est pas à l'abri de la contradiction. On ne peut pas à la fois louer la liberté, la démocratie, le développement économique, qui restent pour les peuples de l'Est les seules valeurs attrayantes, et s'élancer à contre-courant, en dénonçant ce que le pape a appelé « les virus » de la société occidentale (la sécularisation, la soif de consommation, l'indifférence religieuse).

Plutôt que de rêver à une utopie non-chrétienne, l'Église catholique devrait réfléchir à la pertinence de son message dans le contexte laïc et pluraliste de la société européenne, qui est aujourd'hui celui de la Tchécoslovaquie comme celui de la France. Le catholicisme résistant de la Pologne d'hier ne peut plus servir de modèle.

Lire nos informations page 4
M 0147 - 424 0 - 4,50 F

Réélu triomphalement à la tête de Solidarité M. Lech Walesa est bien placé pour accéder à la présidence

Le congrès de Solidarité se poursuivait, lundi 23 avril à Gdansk. Bien que contesté par des intellectuels du mouvement, qui lui reprochent ses méthodes autoritaires, M. Walesa a été réélu samedi président du syndicat à une forte majorité. Il paraît bien placé pour accéder à la présidence de la République lors de la prochaine élection, qui pourrait avoir lieu au printemps 1991.

GDANSK
de notre envoyée spéciale
Président de Solidarité ou président de la République ? « Le rôle dans lequel Lech Walesa est le meilleur, dit un « vieux » de Solidarité, c'est celui de Lech Walesa. » Et ce rôle-là, Lech Walesa l'a joué à fond pour transformer ce second congrès de Solidarité en un triomphe personnel. « Je suis déjà plus grand que le président de la République ! », clame-t-il.
Il a vieilli, il a grossi, il s'est embourgeoisé, certains le trouvent « moins bon » ; d'autres disent qu'il a perdu son instinct

politique. Mais, s'il y a une chose que Lech Walesa sait toujours faire à merveille, c'est manœuvrer une assemblée. Il en a même étonné ses plus fervents partisans, qui, comme le sénateur Jaroslaw Kaczynski, prévoyait sa réélection à la tête du syndicat par une majorité de 60 %. Fallait-il se souvenir qu'en 1981, au premier congrès, en butte à de vives attaques contre son culte de la personnalité, il n'avait recueilli que 55 % des voix ?

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 6

Afin de protester contre l'amnistie Les centristes envisagent de censurer le gouvernement

Les centristes haussent le ton contre M. Mitterrand et le gouvernement. Indignés par l'attitude de l'exécutif dans l'affaire Nucci, ils ont émis l'hypothèse d'une motion de censure. Ils ont également négocié avec le premier ministre leur vote sur le projet de réforme de la Constitution (saisine du Conseil constitutionnel), dont la discussion commence mardi 24 avril.

Grève générale des fonctionnaires jeudi 26 avril, manifestations d'agriculteurs la veille, sondages en baisse, débats difficiles à l'Assemblée nationale : la semaine s'annonce rude pour le gouvernement de M. Rocard. Le premier ministre affronte également les États d'âme des centristes.
S'appuyant sur l'amnistie des délits politico-financiers, le CDS de M. Méhaignerie exige du gouvernement quatre engagements immédiats sur l'indépendance de la justice, la limitation de l'immunité parlementaire, la suppression de la Haute Cour de justice et l'affaire Carrefour du développement, à propos de laquelle ils demandent des « explications vérifiables ». Faute de réponse, les centristes envisagent de censurer le gouvernement. Ils négocieront également leur vote sur le projet de réforme de la Constitution, débat qui commence mardi 24 avril à l'Assemblée nationale. Dans le même temps, ils ont engagé une concertation avec l'UDF sur l'opportunité politique de défendre une « question préalable », dont le vote mettrait fin au débat, dès mardi.

Lire page 8 les articles de DANIEL CARTON et de JEAN-YVES LHOMEAU

Deux coups d'Etat manqués en Afrique
Au Nigeria et au Soudan
pages 7 et 46

L'union monétaire allemande
Le Deutschemark sera introduit en RDA au plus tard le 2 juillet
page 23 section C

La crise entre Moscou et Vilnius
Contre-mesures lituanaises
page 4

Les perspectives des grandes entreprises
Une croissance soutenue mais à un rythme moins rapide
page 44 - section C

Le Jour de la Terre
Succès aux États-Unis, échec en France
page 11 - section B

MIP-TV à Carnes
Les pays de l'Est en vedette
page 10
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

La seconde mort des Ceausescu

La diffusion d'une version plus complète du procès des dictateurs roumains ternit encore plus l'image du nouveau régime de Bucarest

Comment, après un quart de siècle d'une dictature qui a tout corrompu, se débarrasser du fantôme du tyran ? La question se pose plus que jamais après les nouvelles images, en principe complètes, diffusées dimanche à Paris et à Bucarest sur le procès des époux Ceausescu. Une présentation qui, comme tout le reste, s'est déroulée dans la confusion : les témoins français, à qui telle chaîne présentait dimanche soir le document comme une exclusivité, avaient la surprise de retrouver les mêmes images sur toutes les autres.

Cette nouvelle version de quatre-vingt-dix minutes comble beaucoup des lacunes de la version ostensiblement tronquée présentée à l'origine, sans apporter pour autant de révélations politiques d'envergure : impossible de dire, par

exemple, si les Ceausescu connaissaient personnellement leur juge (Elena a seulement, à la fin, une remarque d'ordre général sur les « traîtres » dont elle et son mari ont fait la carrière, mais on ne sait pas qui elle vise) ni non plus s'ils étaient au courant de ce qui se passait dans le pays le 25 décembre, jour du procès. Le dictateur déchu a une brève lueur d'espoir dans le regard en apprenant que des combats se déroulent. Mais, si l'on sait que même ce point d'histoire est aujourd'hui sujet à caution, on se demande qui trompait qui.

La principale innovation est de montrer les autres acteurs du procès, ceux dont on n'entendait que les voix et qui restaient masqués dans la première version. Il y a là le président du tribunal, le juge militaire Popa, qui devait se

suicider le 1^{er} mars, également dans de conditions obscures, le général Stanculescu, aujourd'hui ministre de la défense, et surtout l'énigmatique Gelu Voica, vice-premier ministre, qui fait figure de grand ordonnateur de ce procès comme de bien d'autres hautes et basses œuvres de l'équipe au pouvoir depuis le 22 décembre. On le voit faire signe au cameraman, le colonel Băiu, devenu depuis lors son conseiller personnel, de diriger son appareil non pas vers lui, mais vers les accusés, ce qui n'empêche pas de poser complaisamment cinq jours plus tard, flanqué de sa petite amie, lorsqu'il procède selon les rites (« Que la terre te soit légère », dit-il en se signant) à l'enterrement du couple.

MICHEL TATU
Lire la suite page 7

La libération d'un Américain au Liban

Encore seize otages...



Lire nos informations page 3

EDOUARD BONNEFOUS
Réconcilier L'HOMME et la NATURE
Un défi à relever. L'auteur propose des solutions pour protéger l'homme contre la dégradation de l'environnement.
264 pages - 135 F
puf
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'effondrement du marxisme-léninisme

I. - Faillite d'une orthodoxie

par Cornelius Castoriadis
L'effondrement de l'Empire romain a duré trois siècles. Deux ans ont suffi, sans secours de barbares extérieurs, pour disloquer irréparablement le réseau mondial de pouvoir dirigé depuis Moscou, ses visées à l'hégémonie mondiale, les relations économiques, politiques, sociales qui le tenaient ensemble. On a beau chercher, impossible de trouver un analogue historique à cette pulvérisation de ce qui paraissait encore hier une forteresse d'acier. Le monolithisme granitique s'est soudain apparu tissé de sa lie, dépendant que les horreurs, ses monstruosités, les mensonges et les absurdités révélés jour après jour se révélèrent encore plus incroyables que les plus acerbés d'entre nous nous n'avions pu l'affirmer.

En même temps que s'évanouissent ces bolcheviques pour lesquels « il n'y avait pas de force terreuse imparable » (Staline), part en fumée la débauche du « marxisme-léninisme » qui, depuis plus d'un demi-siècle, a joué presque partout le rôle

d'idéologie dominante, fascinant les uns, obligeant les autres à se situer à son égard. Qu'en est-il donc du marxisme, « philosophie indépassable de notre temps » (Sartre) ? Sur quelle carte, avec quelle loupe découvrira-t-on désormais le nouveau « continent du matérialisme historique », dans quelle brocante se procure-t-on en ciseaux de la « coupure épistémologique » (Althusser), qui aurait relié aux vieilleries métaphysiques la réflexion sur la société et l'histoire, les remplaçant par la « science du Capital » ? A peine est-il utile de mentionner qu'on chercherait en vain le moindre rapport entre

tout ce qui se dit et se fait aujourd'hui par M. Gorbatchev et non pas l'« idéologie » marxiste-léniniste, mais une idée quelconque.
Après coup, la soudaineté de l'effondrement peut sembler aller de soi. Cette idéologie n'était-elle pas, dès les premières années de la prise du pouvoir bolchevique en Russie, en contradiction frontale avec la réalité - et celle-ci, malgré les efforts conjugués des communistes, des compagnons de route et même de la presse respectable des pays occidentaux (qui, dans sa majorité, avait avalé sans broncher les procès de Moscou), n'était-elle pas visible et connaissable par qui voulait voir et connaître ? Considérée en elle-même, n'atteignait-elle pas le comble de l'incohérence et de l'inconsistance ?

CHAMPS ÉCONOMIQUES
Le Japon plus puissant que jamais
La chronique de Paul Fabra : « Le Japon est le test »
pages 27 à 30 - section C
Lire la suite page 2
► Cornelius Castoriadis, cofondateur de Socialisme ou barbarie, est l'auteur, notamment, de l'Institution imaginaire de la société, des Carrefours du labyrinthe et de Domaines de l'homme (Le Seuil).

L'effacement du marxisme-léninisme

Suite de la première page

Mais l'énigme ne fait que s'obscurcir. Comment et pourquoi cet échafaudage a-t-il pu tenir si longtemps ? Une promesse de longévité radicale de l'être humain, de l'instauration d'une société « vraiment démocratique » et « rationnelle », se réclamant de la « science » et de la « critique des idéologies » — qui se réalisait, figure jamais encore poussée aussi loin que l'esclavage de masse, de la terreur, de la misère « planifiée » et de l'absurdité, du mensonge et de l'obscurantisme — comment cette tromperie historique sans précédent a-t-elle pu fonctionner si longtemps ?

La où le marxisme-léninisme s'est installé au pouvoir, la réponse peut paraître simple : la soif du pouvoir et l'intérêt pour les uns, la terreur pour tous. Elle ne suffit pas, car, même dans ces cas, la prise du pouvoir a été presque toujours portée par une importante mobilisation populaire. Et la réponse ne dit rien quant à son attrait quasi universel. Elucider cela demanderait une analyse de l'histoire mondiale sur un siècle et demi.

Force est de se limiter ici à deux facteurs. D'abord, le marxisme-léninisme s'est présenté comme la continuation, le passage à la limite du projet émancipatoire, démocratique, révolutionnaire de l'Occident. Présentation d'autant plus crédible qu'il a été pendant longtemps — ce que tout le monde publie joyeusement aujourd'hui — le seul à paraître s'opposer aux beautés du capitalisme, métropolitain aussi bien que colonial.

De la « théorie scientifique » à la « vulgate »

Mais, derrière cela, il y a plus, en quoi git sa nouveauté historique. En surface, ce qu'on appelle une idéologie : une « théorie scientifique » labyrinthique — celle de Marx — suffisante pour occuper des cohortes d'intellectuels jusqu'à la fin de leurs jours ; une version simple, vulgate de cette théorie (formulée déjà par Marx lui-même), de forces explicites suffisantes pour les simples fidèles ; enfin, une version « cachée » pour les vrais initiés, apparaissant avec Lénine, qui fait du pouvoir absolu du Parti l'objectif suprême et le point archimédien de la « transformation historique ». (Le marxisme ne parle pas du sommet des appareils, ou la pure et simple obsession du pouvoir mariée au cynisme total a régné au moins depuis Staline.)

Mais ce qui tient ensemble l'édifice, ce ne sont pas les « idées », ni les raisonnements. C'est un nouvel imaginaire qui lui-même se développe et s'altère en deux étapes. Dans la phase proprement « marxiste », à une époque de dissolution de la vieille foi religieuse, c'est, on le sait, l'imaginaire d'un salut laïque. Le projet d'émancipation, de la liberté comme activité, du peuple comme auteur de son histoire, s'inverse en imaginaire messianique d'une Terre promise à portée de la main et garantie par le substitut de transcendance produit par l'époque : la « théorie scientifique » (1).

Dans la phase suivante, la phase léniniste, cet élément, sans disparaître, se trouve relégué de plus en plus au deuxième plan par un autre : plus que les « loix de

l'Histoire », c'est le Parti, et son chef, leur pouvoir effectif, le pouvoir tout court, la force, la force brute qui deviennent non seulement les garants, mais les producteurs ultimes de fascination et de fixation des représentations et des désirs. Il ne s'agit pas de la crainte de la force réelle et immense là où le « communisme » est au pouvoir — mais de l'attrait positif qu'elle exerce sur les êtres humains.

Si nous ne comprenons pas cela, nous ne comprenons jamais l'histoire du vingtième siècle, ni le nazisme, ni le communisme. Dans le cas de celui-ci, la conjonction de ce qu'on souhaiterait croire et de la force s'avèrera longtemps irrésistible. Et ce n'est qu'à partir du moment où cette force n'arrive plus à s'imposer — Pologne, Afghanistan, — où il devient clair que ni les chars ni les bombes H russes ne peuvent résoudre tous les problèmes, que la débâcle commence vraiment, et que les différents ruisseaux de la décomposition s'unissent dans le Niagara qui se déverse depuis l'été 1988 (premières manifestations en Lituanie).

L'héritage du mouvement démocratique

Les réserves les plus fortes, les critiques les plus radicales à l'égard de Marx n'annulent pas son importance de penseur, ni la grandeur de son effort. On réfléchira encore sur Marx lorsqu'on cherchera péniblement les noms de MM. von Hayek et Friedman dans les dictionnaires. Mais ce n'est pas par l'effet de cette décomposition que Marx a joué son rôle immense dans l'Histoire effective. Il n'aurait été qu'un autre Hobbes, Montesquieu ou Tocqueville si l'on n'avait pas pu tirer de lui un dogme — et si ses écrits ne s'y prêtaient pas. Et s'ils s'y prêtent, c'est que sa théorie en contient plus que les éléments.

La vulgate (due à Engels) attribuant à Marx comme sources Hegel, Ricardo et les socialistes « utopiques » français masque la moitié de la vérité. Tout autant, dans sa jeunesse, pour la loi du capitaliste et démocratique — d'où sa fascination, jusqu'à la fin, pour la Révolution française et même, dans sa jeunesse, pour la polis et le sans dessus dessous. Mouvement d'émancipation, projet d'autonomie, en marche depuis des siècles en Europe et qui trouve sa culmination avec la Grande Révolution.

Mais la Révolution laisse un énorme et double déficit. Elle maintient et même accentue, en fournissant de nouvelles bases, une immense inégalité du pouvoir effectif dans la société, enracinée dans les inégalités économiques et sociales. Elle maintient et renforce la puissance et la structure bureaucratique de l'Etat, superficiellement « contrôlé » par une couche de « représentants » professionnels séparés du peuple.

C'est à ces déficits, comme à l'existence inhumaine à laquelle les soumet le capitalisme qui se répand à une vitesse foudroyante, que répond le mouvement naissant des ouvriers, en Angleterre puis sur le continent.

Les germes des idées les plus importantes de Marx concernant la transformation de la société —

notamment celle d'auto-gouvernement des producteurs — se trouvent, non pas dans les écrits des socialistes utopiques, mais dans les journaux et l'auto-organisation des ouvriers anglais de 1818 à 1840, de loin antérieurs aux premiers écrits de Marx. Le mouvement ouvrier naissant apparaît ainsi comme la suite logique d'un mouvement démocratique resté à mi-chemin.

Mais en même temps, un autre projet, un autre imaginaire socio-historique envahit la scène : l'imaginaire capitaliste, qui transforme à vue d'œil la réalité sociale et paraît de toute évidence appelé à dominer le monde. Contrairement à un préjugé commun, encore dominant aujourd'hui — au fondement du « libéralisme » contemporain — l'imaginaire capitaliste est en contradiction frontale avec le projet d'émancipation et d'autonomie. En 1906 encore, Karl Weber écrivait en désespoir d'idées que le capitalisme aurait quoi que ce soit à voir avec la démocratie (et l'on peut toujours rire avec lui en pensant à l'Afrique du Sud, à Taiwan ou au Japon de 1870 à 1945 et même aujourd'hui).

Il s'agit de tout subordonner au « développement des forces productives », les hommes comme producteurs et, ensuite, comme consommateurs — tout être humain intégralement soumis. L'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle — pseudo-maîtrise, pseudo-rationalité, — on le voit abondamment aujourd'hui — devient ainsi l'autre grande signification imaginaire du monde moderne, puissamment incarnée dans la technique et l'organisation.

Les potentialités totalitaires de ce projet sont faciles à voir — et parfaitement visibles dans l'usine capitaliste classique. Si, ni à cette époque, ni plus tard le capitalisme n'arrive pas à transformer la société en une seule vaste machine soumise à un commandement unique et à une seule logique (ce que, par leur façon et d'une certaine manière, nazisme et communisme ont essayé plus tard de faire), c'est certes à cause des rivalités et des luttes entre groupes et nations capitalistes — mais surtout de la résistance que lui opposent dès le début le mouvement démocratique et à l'échelle de la société, les luttes ouvrières au niveau des entreprises.

L'indéfectibilité du socialisme

La contamination du projet émancipatoire de l'autonomie par l'imaginaire capitaliste de la rationalité technique et organisationnelle, assurant un « progrès » automatique de l'histoire, aura lieu assez rapidement (déjà chez Saint-Simon). Mais c'est Marx qui sera le théoricien et l'artisan principal de la pénétration dans le mouvement ouvrier et socialiste des luttes de la centralité de la technique, de la production, de l'économie. Ainsi l'ensemble de l'histoire de l'humanité, par une projection rétroactive de l'esprit de l'ordre, sera interprété par lui comme le résultat de l'évolution des forces productives — évolution qui « garantit », sauf accident catastrophique, notre libéré futur.

L'économie politique est mobilisée, après réhabilitation pour montrer l'« indéfectibilité » du passage au socialisme — comme la philosophie hégélienne, « remise sur ses pieds », pour dévoiler une raison secrètement au travail dans l'histoire, réalisée dans la technique et assurant la réconciliation finale de tous avec tous et de chacun avec lui-même. Les attentes millénaristes et apocalyptiques, d'origine immémoriale, reçoivent désormais un « fondement » scientifique, pleinement consonant à l'imaginaire de l'époque. Le prolétariat, « dernière classe » recevant mission de sauver, mais ses actions seront nécessairement dictées par ses « conditions réelles d'existence », elles-mêmes inéluctablement travaillées par l'acte des lois économiques pour le forcer à libérer l'humanité en se libérant lui-même.

On tend trop facilement aujourd'hui à oublier l'énorme puissance explicative que la conception marxiste, même dans ses versions les plus vulgaires, semble posséder pendant longtemps. Elle dévoile et dénonce les mystifications de l'idéologie libérale, montre que l'économie fonctionne pour le capital et le profit (ce que découvrent, ébahis, depuis vingt ans les sociologues américains), prédit l'expansion mondiale et la concentration du capitalisme.

Les crises économiques se succèdent pendant plus d'un siècle avec une régularité quasi naturelle produisant misère, chômage, destruction absurde des richesses. Le car-

nage de la première guerre mondiale, la grande dépression de 1929-1933, la montée des fascismes ne peuvent être compris à l'époque que comme des confirmations éclatantes des conclusions marxistes — et la rigueur des raisonnements qui y conduisent ne pèse guère devant la masse des réalités.

Le transfert sur le tiers-monde

Mais, sous la pression des luttes ouvrières qui n'avaient pas cessé, le capitalisme avait été obligé de se transformer. Dès la fin du dix-neuvième siècle, la « paupérisation » (absolue ou relative) était démentie par l'élévation des salaires réels et la réduction de la durée du travail. L'élargissement des marchés intérieurs par l'augmentation de la consommation de masse devint graduellement stratégie consciente des couches dominantes et, après 1945, les politiques keynésiennes assurèrent tant bien que mal un plein-emploi approximatif.

Une abîme se creuse entre la théorie marxiste et la réalité des pays riches. Mais des acrobaties théoriques, auxquelles les mouvements nationaux dans les pays ex-coloniaux sembleraient fournir un appui, reportèrent sur les pays du tiers-monde et les « damnés de la terre » le rôle d'édificateur du socialisme que Marx avait imputé, avec moins d'invasivité, au prolétariat industriel des pays avancés.

La doctrine marxiste a sans doute énormément aidé à croire — donc à lutter. Mais de ces luttes

qui ont changé la condition ouvrière et le capitalisme lui-même n'était pas la condition nécessaire, comme le montrent les pays (par exemple, anglo-saxons) où le marxisme a pu pénétrer. Et le prix à payer a été très lourd.

Si cette étrange alchimie combinant la « science » (économique), métaphysique rationalisée de l'histoire et une eschatologie laïcisée a pu exercer pendant si longtemps un aussi puissant appel, c'est qu'elle répondait à la soif de certitude et à l'espoir d'un statut garanti, en dernière instance, par beaucoup plus que les fragiles et incertaines activités humaines : les « lois de l'histoire ». Elle importait ainsi dans le mouvement ouvrier une dimension pseudo-religieuse, grosse des catastrophes à venir. Du même coup, elle y introduisait aussi la notion monstrueuse d'orthodoxie. Ici encore, l'exclamation (en privé) de Marx « Je ne suis pas marxiste » ne pèse guère relativement à la réalité. Qui dit orthodoxie, dit nécessité de gardiens attirés de l'orthodoxie, de fonctionnaires idéologiques et politiques, et aussi diabolisation des hérétiques.

Jointe à la tendance incrochable des sociétés modernes à la bureaucratization, qui dès la fin du dix-neuvième siècle pénétra et domina le mouvement ouvrier lui-même, l'orthodoxie contribue puissamment à la constitution de Partisaneries. Elle conduit aussi à une stérilisation à peu près complète de la pensée. La « théorie révolutionnaire » devient commentaire talismanique des textes sacrés alors

Automobile

La sécurité routière, une responsabilité collective

par Christian Gérondou

Le véhicule. Il est très rare que l'on puisse imputer à ce dernier la responsabilité d'un accident, et il serait donc tentant d'en déduire qu'il n'y a pas de rapport entre ses caractéristiques et l'insécurité. A l'évidence il n'en est rien. Tous les assureurs savent que les accidents sont d'autant plus nombreux et graves que la puissance est élevée. Pour un même modèle d'automobile, il n'est pas rare que la fréquence des accidents graves soit multipliée par deux, voire trois ou plus, lorsque la puissance du même véhicule augmente.

On ne saurait trop souligner à cet égard les conséquences néfastes de l'absence de limitations de vitesse sur les routes à deux voies. Poussés par la concurrence, les constructeurs européens se sont contraints de mettre sur le marché des véhicules sans cesse plus puissants et plus rapides, ce qui a pour conséquence d'entraîner chaque année la vitesse de circulation sur nos routes et nos autoroutes, en contradiction évidente avec les impératifs de la sécurité routière.

L'influence des réglementations n'est pas moins claire. C'est ainsi que le taux d'accidents mortels sur les autoroutes françaises a été divisé du jour au lendemain par plus de deux (de 3,6 tués par million de kilomètres parcourus à 1,5) lorsque la limitation de vitesse y a été introduite en décembre 1973, et qu'il n'est jamais remonté depuis.

La même règle vaut en milieu urbain. En 1987, le Danemark abaisse de 60 km/h à 50 km/h la vitesse maximale en ville, et le nombre des accidents mortels correspondant chutait immédiatement de 28 % !

C'est sans doute pas un hasard si dans un pays qui enregistre au sein de la Communauté européenne — et de loin — les pires résultats en matière de sécurité routière (la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne et le Portugal) sont les seuls à avoir conservé une vitesse maximale de 60 km/h en milieu urbain — ce qui correspond en fait à 70 km/h, — quand tous les autres ont maintenant adopté le niveau de 50 km/h.

Alors que l'opportunité d'une telle mesure est parfois encore discutée dans notre pays, il est symptomatique de noter qu'en Allemagne, où la vitesse maximale dans les zones résidentielles est de

face aux immenses bouleversements scientifiques, culturels, artistiques qui s'accumulent depuis la condition nécessaire, comme le montrent les pays (par exemple, anglo-saxons) où le marxisme a pu pénétrer. Et le prix à payer a été très lourd.

Si cette étrange alchimie combinant la « science » (économique), métaphysique rationalisée de l'histoire et une eschatologie laïcisée a pu exercer pendant si longtemps un aussi puissant appel, c'est qu'elle répondait à la soif de certitude et à l'espoir d'un statut garanti, en dernière instance, par beaucoup plus que les fragiles et incertaines activités humaines : les « lois de l'histoire ». Elle importait ainsi dans le mouvement ouvrier une dimension pseudo-religieuse, grosse des catastrophes à venir. Du même coup, elle y introduisait aussi la notion monstrueuse d'orthodoxie. Ici encore, l'exclamation (en privé) de Marx « Je ne suis pas marxiste » ne pèse guère relativement à la réalité. Qui dit orthodoxie, dit nécessité de gardiens attirés de l'orthodoxie, de fonctionnaires idéologiques et politiques, et aussi diabolisation des hérétiques.

Jointe à la tendance incrochable des sociétés modernes à la bureaucratization, qui dès la fin du dix-neuvième siècle pénétra et domina le mouvement ouvrier lui-même, l'orthodoxie contribue puissamment à la constitution de Partisaneries. Elle conduit aussi à une stérilisation à peu près complète de la pensée. La « théorie révolutionnaire » devient commentaire talismanique des textes sacrés alors

CORNELIUS CASTRIARDIS

Prochain article :

« TOTALITARISME ET LAISSER-FAIRE »

(1) A propos de messianisme, le Père J.-Y. Calvez assène au marxisme, en toute bienveillance érudite, un magnifique pavé. Pour dans le Monde du 14 avril 1990.

plus en plus souvent fixé à 30 km/h, le débat est engagé pour savoir si cette dernière vitesse ne devrait pas être adoptée comme limite générale en agglomération !

Enfin, les contrôles et les sanctions ont également un rôle essentiel à jouer pour influencer le comportement du conducteur moyen. C'est à la mise en vigueur en octobre 1984 de contrôles stricts du port de la ceinture de sécurité, en ville comme sur route, que l'Allemagne dut une large part de ses progrès spectaculaires accomplis, le nombre des tués étant passé sur son réseau de 11 732 en 1983 à 8 400 en 1985.

Contrôles

Dans un autre domaine, où les changements de comportement sont souvent considérés comme impossibles, la preuve a été apportée qu'il n'en était rien. En Nouvelle-Galles-du-Sud, le renforcement massif de la fréquence des contrôles de l'alcoolémie au volant a permis de réduire de manière définitive de 20 % le nombre des accidents mortels, dont plus de 30 % étaient précédemment imputables à l'alcool, comme en France. Il faut dire que la densité des contrôles est telle que le tiers des conducteurs est dorénavant intercepté chaque année, au lieu de 6 % environ en France. Ce niveau d'arrêt devient beaucoup trop fiable pour être dissuasif.

La multiplicité des moyens à notre disposition pour agir sur l'insécurité routière est donc considérable et permet d'être optimiste pour l'avenir. A condition que ne soit pas retenue l'approche individualiste qui attribue la responsabilité des accidents aux usagers de la route, mais une vision collective qui soit objet de modifier profondément les conditions dans lesquelles fonctionne un système sur lequel chaque conducteur pris individuellement est sans prise.

L'optimisme paraît d'autant plus fondé que le pouvoir politique français — et tout particulièrement le premier ministre — a manifesté à plusieurs reprises sa volonté d'agir pour réduire ce qui est un véritable drame national.

► Christian Gérondou est président du comité d'experts de sécurité routière de la Commission de Bruxelles et ancien détaché à la sécurité routière.

BLANCPAIN
DEPUIS 1735 IL N'EXISTE PAS DE MONTRE BLANCPAIN A QUARTZ.
ET IL N'Y EN AURA JAMAIS.



Bry & C
JOAILLIERS
15, RUE DE LA PAIX, 75002 PARIS
TELEPHONE 42 61 62 54 42 61 62 64